

Introduction

Trente ans nous séparent de la Révolution iranienne de 1979. Une révolution très tôt stigmatisée comme islamique tant l'ayatollah Khomeiny et le clergé chiite semblaient avoir contrôlé l'ensemble d'un processus qui a abouti à l'instauration de la République islamique et à l'institutionnalisation des règles de la *charia*. De sorte que, durant les années 1980, pour tenter d'expliquer cette révolution, les recherches universitaires et les enquêtes journalistiques se focalisèrent, d'une part, sur le chiisme, une branche jusqu'alors méconnue de l'islam, et, d'autre part, sur le rôle et la place du clergé chiite dans l'histoire politique iranienne. Ces travaux n'accordaient qu'un rôle secondaire à la société iranienne, réduite parfois à un simple rôle de masse manipulée par les élites. Ces observateurs délaissaient les principaux protagonistes de cette révolution : les Iraniens, un peuple considéré comme immature, islamiste et qui avait rejeté la modernité proposée par Mohammad Reza Pahlavi, pour donner naissance à un nouveau régime foncièrement religieux et anti-occidental. Ces analyses et ces commentaires étaient, du reste, confortés par les événements violents des premiers mois qui avaient suivi la Révolution de 1979 et les images télédiffusées à travers le monde, montrant des manifestants hystériques et des femmes recouvertes d'un tchador noir, tous scandant avec véhémence : « *Il n'y a de parti que celui de Dieu et de guide que Rouhollâh [Khomeiny]!* » Pour l'opinion publique internationale, l'Iran avait alors basculé dans une utopie réactionnaire,

réprouvant de manière indifférenciée tous les changements sociaux, économiques et politiques survenus au cours des précédentes décennies sous la monarchie. La société tout entière était ainsi supposée en symbiose avec la République islamique, c'est-à-dire qu'elles étaient vues comme indissociables l'une de l'autre.

Au début des années 1990, de nouvelles analyses, fondées sur des études de terrain¹, soulignaient l'autonomie de la société iranienne par rapport à l'islam politique, montrant que l'adhésion de la population à la Révolution n'induisait pas son opposition à toute forme de modernité. On constatait même l'« échec de l'islam politique² ». Cependant, l'opinion générale, en Occident notamment, demeurait incrédule face à ces analyses, et l'on continuait à penser que la société iranienne comme l'État islamique avaient sombré dans le fanatisme religieux. C'est la raison pour laquelle l'élection triomphale en mai 1997 du candidat « réformateur » à la présidence de la République, Mohammad Khatami, suscita tant d'étonnement dans le monde. La résistance à l'islamisme et au radicalisme d'électeurs composés majoritairement de femmes et de jeunes issus de cette même société stigmatisée, fut alors interprétée comme un paradoxe de l'« Iran islamique ». Par la suite, le changement du discours politique, marqué en particulier par le « dialogue entre les civilisations » prôné par M. Khatami, et l'émergence d'une société civile sur la scène publique iranienne modifièrent l'opinion générale sur l'Iran. De nouveaux travaux ont alors été consacrés à ce pays. Mais, cette fois encore, la plupart, qu'ils soient scientifiques ou de vulgarisation, ont négligé le rôle des principaux acteurs de cette transformation notable pour se pencher notamment

1. Les notes de l'introduction sont réunies p. 16.

sur la question de l'islam et de l'islam politique. Ils ont cherché la clé de l'énigme dans la capacité de ces derniers à se réformer. Cette hypothèse paraissait d'autant plus plausible que les nouvelles réflexions des intellectuels iraniens sur l'islam politique allaient jusqu'à formuler des concepts tels que la « société civile religieuse » ou encore la « démocratie islamique ». C'est ainsi que les résultats de plusieurs études de terrain, menées durant les années 1990 et démontrant la modernisation de la société iranienne, ont servi, très souvent et à leur corps défendant, à témoigner de la capacité de l'État islamique à se réformer, voire à se moderniser. Cependant, cette perspective prometteuse fut rapidement assombrie par l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, candidat fondamentaliste, à la présidence de la République en juin 2005. Ses prises de position radicales et ses discours volontairement provocateurs ont à nouveau semé l'inquiétude, particulièrement en Occident. Les résultats des élections politiques iraniennes étant, de façon globale et indifférenciée, considérés comme l'expression de la volonté et de l'orientation de la société iranienne, on a alors commencé à s'interroger sur la véracité des signaux qu'elle avait envoyés au cours de la décennie précédente et qui indiquaient une volonté de réforme et d'ouverture politique et culturelle. La reprise des activités nucléaires par le gouvernement de M. Ahmadinejad et les discours belliqueux du nouveau président, celui-ci menaçant notamment de rayer Israël de la carte, ont mis l'« Iran islamique » au cœur des problèmes géostratégiques de la communauté internationale. Pour l'opinion publique internationale, l'Iran avait de nouveau basculé dans le fanatisme et le radicalisme religieux des premières années de la République islamique. La vision erronée de la Révolution de 1979 et le refus de reconnaître une quelconque autonomie à la société iranienne vis-à-vis de

l'État islamique ont conduit à des confusions rendant inintelligibles ce tournant historique qui a secoué le pays de fond en comble ainsi que les changements sociopolitiques survenus au cours de ces trente dernières années.

Le présent ouvrage tente de tirer au clair les transformations sociales et la construction de l'État islamique en Iran, en réfutant les *a priori* fabriqués depuis la Révolution de 1979. Nous nous proposons d'analyser séparément la société et l'État, en nous fondant sur des recherches de terrain que nous avons effectuées depuis 1996, mais aussi sur des statistiques sociodémographiques et des sources historiques. Il s'agira non seulement de mieux saisir le sens de la Révolution et son impact sur la société, mais d'éclairer également le processus d'instauration de l'État islamique, et de fournir des éléments d'explication pour appréhender toute la complexité du système de la République islamique et son fonctionnement, qui continuent de jeter le trouble dans les esprits.

Les changements de la société iranienne sont examinés dans le cadre d'une analyse sociodémographique. Toute mutation démographique est en effet clairement significative en ce qu'elle s'accompagne nécessairement d'une mutation globale de la société concernée. En traitant de phénomènes tels que la nuptialité ou la fécondité, la démographie se révèle alors parfaitement appropriée pour vérifier si un changement est intervenu dans les comportements de la population, de le dater et le définir. L'idée consiste à mesurer les concordances et les discordances des transformations sociales et juridico-politiques pour déceler l'autonomie de la société par rapport à l'État.

Au lendemain de l'instauration de la République islamique, la législation des statuts personnels – ce qui concerne notamment le droit familial et les droits des femmes – fut

modifiée pour la rendre conforme aux règles émanant de la charia. L'islamisation de ces lois était censée, en particulier, maintenir les femmes dans leur rôle traditionnel de mère de nombreux enfants et d'épouse soumise. Ces changements survenus dans un laps de temps très court ont suscité de nombreuses interrogations, voire de l'inquiétude quant au devenir de la famille et au sort des femmes en Iran. Or l'examen de l'âge au premier mariage et de la fréquence des remariages, de la polygamie ou encore des divorces, nous donne à constater que cette tentative de l'État de réislamiser les pratiques matrimoniales a échoué. Les femmes ont bravé ces règles matrimoniales discriminatoires et même cherché à les faire évoluer. Depuis la Révolution de 1979 et le rigorisme de la République islamique, le comportement matrimonial des Iraniens tend à se moderniser. Désormais la famille conjugale iranienne apparaît plus stable que sous l'ancien régime (chapitre *Les transformations de la famille*). La chute vertigineuse de la fécondité sous la République islamique montre que les manipulations juridiques n'ont pas entamé les nouvelles aspirations des Iraniennes qui avaient massivement participé à la Révolution de 1979. La réduction de la taille des familles, suite au déclin de la fécondité, a transformé la situation des Iraniennes dans la vie familiale et sociale. Elles sont parvenues à s'imposer comme les actrices des changements sociopolitiques observés depuis les années 1990. Elles n'ont pas cessé de contester les lois discriminatoires de la République islamique à leur encontre. En 2006, elles ont lancé une campagne de collecte de signatures pour demander le changement de ces mêmes lois. En transformant cette campagne en une action collective de protestation qui inquiète aujourd'hui sérieusement l'État islamique, les Iraniennes semblent continuer *leur* révolution (chapitre *Les femmes font leur révolution*).

Pour sa part, la nouvelle jeunesse, plus éduquée sur le plan scolaire que ses pères, a réussi à équilibrer les rapports inter-générationnels au sein de la famille au détriment du modèle patriarcal. Jouissant dans la sphère familiale de conditions propices pour se réaliser en tant qu'individu, elle conteste les valeurs religieuses et traditionnelles que la République islamique ne cesse de faire prévaloir. Cette opposition s'exprime par une transgression permanente des interdits mais aussi, et de manière plus significative, par les manifestations que les associations estudiantines organisent régulièrement pour dénoncer l'autoritarisme de la République islamique. De sorte qu'aujourd'hui le divorce entre le régime et ses jeunes est consommé. Avec le durcissement de leur mouvement, les jeunes s'érigent, une nouvelle fois, en protagonistes du changement sociopolitique (chapitre *Les jeunes : principaux acteurs du changement*).

Les changements survenus dans la sphère politique sont examinés à la lumière des faits et des discours de Khomeiny ainsi que de ceux des autres acteurs politiques qui lui ont succédé. Il s'agit de replacer la constitution de l'État islamique dans son contexte historique pour ensuite aborder le fonctionnement et le champ politique de la République islamique. C'est sur cette toile de fond que le jeu électoral en Iran est analysé dans ce livre. L'enjeu consiste à mettre à nu, derrière les apparences d'un régime électoral, ce que représentent les élections, leurs impacts sur la vie politique et, bien évidemment, les limites de la souveraineté populaire.

La stigmatisation de la République islamique a entraîné celle de la Révolution de 1979. Le rappel d'un certain nombre d'événements décisifs dans leur ordre chronologique et l'examen de la dynamique sociopolitique au sein de laquelle se sont affirmés différents acteurs remettant en cause cette

vision construite *a posteriori* sur cette révolution. Selon une idée prédominante la République islamique est née de la Révolution de 1979. Or force est de constater que le clergé a commis un hold-up sur le mouvement révolutionnaire des Iraniens. L'ayatollah Khomeiny et ses partisans ont dû mobiliser tous leurs talents de stratèges pour exploiter au maximum le contexte révolutionnaire des premiers mois pour bâtir cette République islamique dont le système s'avère extrêmement compliqué. Fondée à la fois sur la souveraineté absolue de Dieu et la souveraineté populaire, la République islamique s'est dotée de nombreuses institutions non électives et de quatre institutions électives. Un examen attentif du système politique de la République islamique éclaire le rôle de toutes ces institutions, sources de nombreuses erreurs et de confusions dans les analyses de la répartition du pouvoir et du fonctionnement même du régime (chapitre *L'instauration d'un régime politique islamique*). En refusant d'autoriser la création des partis politiques, la République islamique s'est condamnée à la logique des jeux de factions. À l'approche de chaque échéance électorale, celles-ci forment des coalitions précaires pour présenter des candidats ou des listes de candidats aux divers scrutins. L'analyse des principales caractéristiques de ces factions, notamment leurs orientations politiques, permet de constater leur extrême versatilité (chapitre *Le champ politique dans la République islamique*). Entre mars 1979 et avril 2008, vingt-quatre élections et trois référendums ont eu lieu en Iran. Dans la mesure où le verdict par les urnes est très souvent considéré comme la principale caractéristique d'un régime démocratique, l'organisation de ces élections pourrait laisser croire à l'exercice, certes paradoxal, de la démocratie en République islamique. Cependant, un examen minutieux de la procédure électorale et des modifications opérées au

cours de ces dernières années révèle que la souveraineté populaire est bafouée en Iran. Le jeu électoral sert en réalité aux factions, non seulement à accéder au pouvoir mais aussi à mesurer leurs rapports de force. L'analyse détaillée des diverses élections met en lumière les enjeux qu'elles ont représentés pour chacune des factions. Elle apporte également des explications à leurs résultats, notamment ceux qui ont bousculé radicalement l'échiquier politique du pays depuis 1997, passant de l'ère des « réformateurs » à celle des « fondamentalistes » (chapitre *Les élections politiques et les limites de la souveraineté populaire*).

Cet ouvrage tente de replacer la révolution iranienne de 1979, l'une des plus importantes du siècle dernier, dans son contexte sociopolitique, d'en saisir le processus et d'en montrer les conséquences. Nous chercherons à montrer que cette révolution n'était, dans sa genèse, ni religieuse ni islamique. Le soulèvement populaire contre l'ancien régime répondait à un désir de changement radical de la société et de la politique. Si les Iraniens ont réussi à faire de grands pas dans la concrétisation de leur premier vœu, ils se sont heurtés, pour l'heure, à des obstacles infranchissables pour réaliser leur rêve de liberté.

NOTES

1. Vieille, P. et Khosrokhavar F., *Le Discours populaire de la révolution iranienne*, 2 volumes (vol. I. *Commentaire*, 360 p. ; II. *Entretiens*, 364 p.), Contemporanéité, Paris, 1990.
2. Roy, O., *L'Échec de l'islam politique*, Le Seuil, Paris, 1992, 256 p.

I MODERNISATION DE LA SOCIÉTÉ IRANIENNE SOUS LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE : LE PARADOXE